

Cote du document: EB 2012/106/R.23/Rev.1
Point de l'ordre du jour: 11 d) i)
Date: 21 septembre 2012
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président

Proposition de financement à l'État du Ceará de la République fédérative du Brésil pour le

Projet de développement de la production et de renforcement des capacités dans l'État du Ceará – Projet Paulo Freire

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Iván Cossio
Chargé de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2343
courriel: i.cossio@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes
directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Conseil d'administration — Cent sixième session
Rome, 20-21 septembre 2012

Pour: **Approbation**

Table des matières

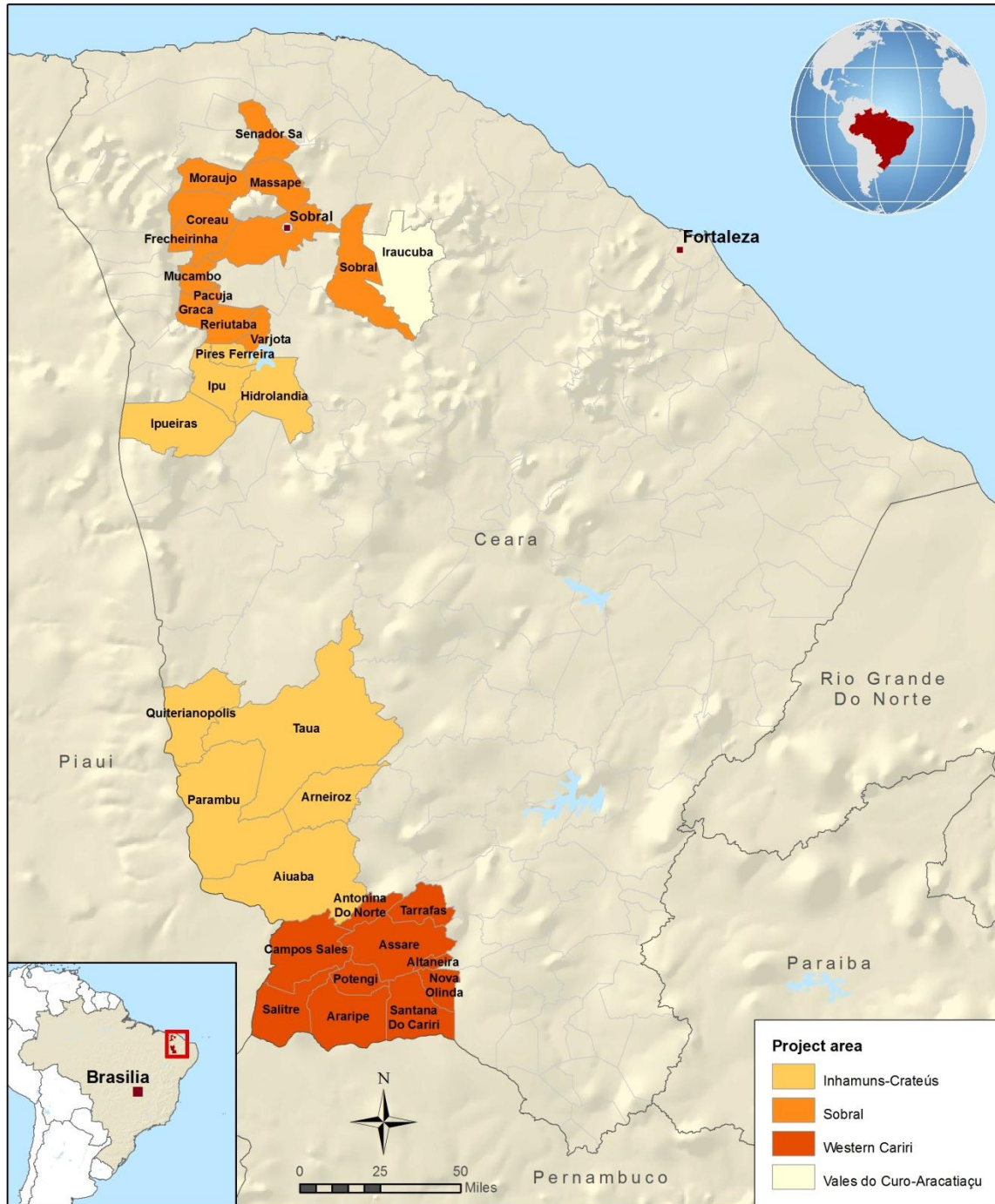
| | |
|---|------------|
| Sigles et acronymes | ii |
| Carte de la zone du projet | iii |
| Résumé du financement | iv |
| Recommandation d'approbation | 1 |
| I. Contexte stratégique et justification | 1 |
| A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural | 1 |
| B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats | 1 |
| II. Description du projet | 2 |
| A. Zone d'intervention et groupe cible | 2 |
| B. Objectif de développement du projet | 2 |
| C. Composantes/résultats | 3 |
| III. Exécution du projet | 3 |
| A. Approche | 3 |
| B. Cadre organisationnel | 4 |
| C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs | 4 |
| D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance | 5 |
| E. Supervision | 5 |
| IV. Coût, financement et avantages du projet | 5 |
| A. Coût du projet | 5 |
| B. Financement du projet | 5 |
| C. Résumé des avantages et analyse économique | 6 |
| D. Durabilité | 7 |
| E. Identification et atténuation des risques | 7 |
| V. Considérations d'ordre institutionnel | 8 |
| A. Respect des politiques du FIDA | 8 |
| B. Alignement et harmonisation | 8 |
| C. Innovations et reproduction à plus grande échelle | 8 |
| D. Participation à l'élaboration des politiques | 8 |
| VI. Instruments juridiques et autorité | 9 |
| VII. Recommandation | 9 |
| | |
| Annexe | |
| Negotiated financing and guarantee agreements (Accord de financement et accord de garantie négociés) | 10 |
| | |
| Appendice | |
| Logical framework (Cadre logique) | |

Sigles et acronymes

| | |
|--------|--|
| BNB | Banque du nord-est du Brésil |
| COSOP | Programme d'options stratégiques pour le pays |
| IPECE | Institut de recherche et de stratégie économiques |
| PAA | Programme d'achat de produits alimentaires |
| PNAE | Programme national d'alimentation scolaire |
| PRONAF | Programme national d'appui à l'agriculture familiale |
| S&E | Suivi-évaluation |
| SDA | Secrétariat d'État au développement agricole |
| UGP | Unité de gestion du projet |

Carte de la zone du projet

État du Ceará de la République fédérative du Brésil
 Projet de développement de la production et de renforcement des capacités dans
 l'État du Ceará – Projet Paulo Freire



02-05-2012

Source: FIDA.

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

État du Ceará de la République fédérative du Brésil

Projet de développement de la production et de renforcement des capacités dans l'État du Ceará – Projet Paulo Freire

Résumé du financement

| | |
|---|--|
| Institution initiatrice: | FIDA |
| Emprunteur: | État du Ceará de la République fédérative du Brésil |
| Organisme d'exécution: | Secrétariat d'État au développement agraire |
| Coût total du projet: | 94,9 millions d'USD |
| Montant du prêt du FIDA: | 20 624 403 DTS (équivalant approximativement à 32,0 millions d'USD) au titre du système d'allocation fondé sur la performance du FIDA (SAFP) |
| Montant du prêt du Fonds fiduciaire du mécanisme de cofinancement espagnol pour la sécurité alimentaire (Fonds fiduciaire espagnol): | 5 948 482 EUR (équivalant approximativement à 8,0 millions d'USD) |
| Conditions du prêt du FIDA: | 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle |
| Conditions du prêt du Fonds fiduciaire espagnol: | 18 ans, y compris un différé d'amortissement de trois ans, avec un taux d'intérêt correspondant au taux de référence annuel établi par le FIDA sur une base semestrielle |
| Contribution de l'emprunteur: | 40,0 millions d'USD |
| Contribution des bénéficiaires: | 14,9 millions d'USD |
| Institution chargée de la préévaluation: | FIDA |
| Institution coopérante: | Supervision directe par le FIDA |

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement à l'État du Ceará de la République fédérative du Brésil pour le Projet de développement de la production et de renforcement des capacités dans l'État du Ceará – Projet Paulo Freire, telle qu'elle figure au paragraphe 41.

Proposition de financement à l'État du Ceará de la République fédérative du Brésil pour le Projet de développement de la production et de renforcement des capacités dans l'État du Ceará – Projet Paulo Freire

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. L'économie brésilienne a bénéficié d'une croissance soutenue au cours des dernières années. Le taux de croissance national masque toutefois d'énormes disparités régionales. La pauvreté se concentre dans la région du Nord-Est (qui constitue la plus grande poche de pauvreté d'Amérique latine) et, au sein de cette région, elle est particulièrement aiguë dans les zones semi-arides. Quelque 55% de la population rurale du pays vit au-dessous du seuil de pauvreté. Ce pourcentage atteint 66% dans la région du Nord-Est (où 37% de la population rurale vit dans une extrême pauvreté) et dépasse 75% dans certains États de la région.
2. L'agriculture joue un rôle stratégique dans le développement économique du pays. Le secteur agricole se répartit toutefois en deux sous-secteurs inégaux: d'une part une agriculture très développée et orientée vers l'exportation, et d'autre part une myriade d'exploitations familiales. Dans l'État du Ceará, celles-ci représentent près de 90% des établissements ruraux, mais n'occupent que 44% des terres.
3. Un projet de réduction de la pauvreté dans le Ceará se justifie pour différentes raisons: i) les taux de pauvreté y sont plus élevés que la moyenne nationale, malgré un bon potentiel de production, qui pourrait être mobilisé par un renforcement de la production, de la transformation et des capacités; ii) la dégradation de l'environnement est une préoccupation majeure qui doit être contrée en associant activités de production et mesures de gestion durable des ressources naturelles; et iii) le contexte politique du pays est favorable en raison de divers programmes publics d'aide financière et d'achat public de produits alimentaires aux exploitations familiales. La plupart des programmes sont toutefois sous-utilisés, essentiellement parce qu'ils sont mal connus et peuvent se révéler difficiles d'accès.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. La lutte contre la pauvreté rurale est au premier rang des priorités de l'État du Ceará. La conception du projet proposé est pleinement cohérente avec les politiques de réduction de la pauvreté rurale de l'État et du pays, en particulier le programme Brasil sem Miséria (Brésil sans misère), et le Programme national d'appui à l'agriculture familiale (PRONAF), ainsi que le Programme d'achat de produits alimentaires (PAA) et le Programme national d'alimentation scolaire (PNAE), deux programmes comportant l'achat public de produits alimentaires provenant d'exploitations familiales. Le projet est aussi étroitement aligné sur les priorités du Secrétariat d'État au développement agricole (SDA) de l'État du Ceará, et il contribuera significativement à la réalisation des objectifs de son Plan de développement rural.

5. Le projet poursuivra les objectifs fixés dans le Cadre stratégique du FIDA pour 2011-2015, qui sont d'améliorer la sécurité alimentaire et nutritionnelle des populations rurales pauvres, d'augmenter leurs revenus et de renforcer leur capacité de résistance. Il est étroitement aligné sur les directives du programme d'options stratégiques pour le pays (COSOP) axé sur les résultats pour 2008-2013, qui recommande une concentration permanente sur les régions semi-arides du Nord-Est, la collaboration avec les États de la région et le soutien des activités agricoles et extra-agricoles, une attention particulière étant accordée à la création de revenus.
6. L'expérience antérieure du FIDA au Brésil a servi de référence pour l'élaboration du présent projet. Les enseignements tirés du projet Dom Hélder Câmara (qui s'est terminé en 2010) sont particulièrement notables. Ce projet a mené des activités sur huit territoires situés dans six États de la région du Nord-Est, dont le Ceará, et mis en œuvre un partenariat très réussi entre le FIDA et le Ministère fédéral du développement agricole.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

7. Le projet sera réalisé dans l'État du Ceará, situé dans la région nord-est du Brésil. Il couvrira environ 23 530 kilomètres carrés de terres domaniales (15,8%), englobant 31 municipalités réparties dans quatre territoires. D'après le recensement de 2010, 755 839 personnes vivent dans la zone du projet, dont 85% sont classés parmi les pauvres. Au total, 271 374 d'entre eux sont des ruraux (36%), dont 43% vivent dans une pauvreté extrême. Les enfants et les jeunes (0 à 25 ans) représentent le groupe majoritaire (59%) de la population extrêmement pauvre de l'État (tant urbaine que rurale), de sorte que le projet donne la priorité à la satisfaction des besoins de cette tranche d'âge.
8. Le projet ciblera environ 84% de la population rurale de la zone du projet, soit quelque 60 000 ménages ruraux pauvres (228 000 personnes). Conformément à la Politique du FIDA en matière de ciblage, le groupe cible sera constitué de petits producteurs ruraux avec ou sans terre, employés à des activités rurales, agricoles ou extra-agricoles, ayant la volonté et la possibilité de créer des activités productives durables présentant un potentiel de croissance. Une attention particulière sera accordée aux communautés les plus marginalisées et les plus vulnérables, notamment les Quilombolas afro-brésiliens, les femmes rurales, les jeunes et les ménages sans terre.

B. Objectif de développement du projet

9. **Objectifs clés.** Le projet a pour objectif principal de réduire la pauvreté et de relever le niveau de vie des familles d'agriculteurs de la zone d'intervention. Son objectif de développement est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale dans les zones semi-arides du Ceará en développant le capital humain et social et en renforçant la base de production, agricole et extra-agricole, pour créer au final des emplois et des revenus à l'intention en particulier des femmes et des jeunes. Le projet: i) renforcera les capacités des populations rurales et de leurs organisations pour leur permettre d'identifier, de hiérarchiser et de résoudre leurs problèmes, de développer le leadership et de participer aux processus locaux de décision; ii) soutiendra l'établissement ou le renforcement d'initiatives de production conduites par des organisations bénéficiaires en accroissant leurs capacités et leurs compétences en matière de création d'entreprises rurales et en leur facilitant l'accès aux marchés (y compris les achats publics sur les marchés institutionnels) et aux politiques publiques relatives à l'agriculture familiale; et iii) encouragera le développement d'une production durable, agricole et extra-agricole, afin d'augmenter la productivité des communautés et des ménages par la création

d'opportunités d'emploi et de revenus tout en adoptant des pratiques agroécologiques et en promouvant la gestion durable des ressources naturelles.

10. **Objectifs relatifs aux politiques et aux institutions.** Un des principaux objectifs du projet est de doter les institutions publiques et privées des capacités nécessaires pour assurer des services techniques et de gestion propres à renforcer les capacités de la population rurale pauvre. Le projet se concentrera à cet effet sur le renforcement des organisations de producteurs et des organismes publics et privés pour œuvrer à leur durabilité institutionnelle.

C. Composantes/résultats

11. Le projet comprend les deux composantes techniques suivantes:

- a) **Composante 1: renforcement des capacités.** Le projet renforcera les capacités individuelles et collectives nécessaires pour promouvoir le développement durable des communautés et ménages bénéficiaires. À cette fin, cette composante comportera: i) le renforcement des capacités pour donner accès aux programmes soutenus par l'État, en particulier les programmes de finance rurale et d'achat de produits alimentaires; ii) le renforcement des initiatives locales et le développement du leadership; iii) le développement des capacités de production et de gestion durable des ressources naturelles; iv) le soutien au développement organisationnel et à la formation à la gestion des entreprises rurales et à la commercialisation; v) l'offre d'une formation aux jeunes en matière d'activités économiques et d'accès à la terre; vi) le renforcement des capacités des prestataires d'assistance technique; et vii) l'encouragement de la participation par la mobilisation sociale. Une activité clé au sein de cette composante sera l'élaboration et l'exécution participatives des plans de développement et d'entreprise. Les plans de développement serviront de cadre général à diverses activités, dont certaines figureront dans les plans d'entreprise financés par le projet (voir composante 2), tandis que d'autres pourraient être financées par d'autres sources.
- b) **Composante 2: développement de la production et durabilité environnementale.** Par cette composante, le projet financera des initiatives de développement de la production répondant à la demande, portant sur l'augmentation de la productivité et la création de valeur ajoutée, et débouchant sur un plus large accès aux marchés et sur la création d'emplois et de revenus. Il misera à cet effet sur la mise en œuvre des plans d'entreprise commercialement viables établis au titre de la composante 1. Le projet sera axé sur les entreprises agricoles et extra-agricoles, et notamment sur les activités visant la restauration des terres et l'adoption de bonnes pratiques agroécologiques. À cette fin, i) il soutiendra les activités destinées à renforcer la production, la création de valeur ajoutée et la commercialisation des produits agricoles et autres; ii) il offrira des incitations aux initiatives innovantes; et iii) il promouvra les activités visant à protéger et à régénérer les ressources naturelles de base.

12. Le projet comprend, en outre, les activités de gestion et de suivi-évaluation (S&E) du projet.

III. Exécution du projet

A. Approche

13. **Approche du projet.** Le projet organisera ses activités selon quatre grands axes: i) activités à l'intention de la population rurale en général; ii) activités de développement communautaire; iii) activités visant à renforcer les organisations économiques (coopératives, organisations de producteurs, entreprises associatives, etc.); et iv) activités en faveur des jeunes.

B. Cadre organisationnel

14. **Principaux partenaires d'exécution.** Le SDA sera l'agent d'exécution du projet. Le projet coordonnera les organismes publics et privés qui, en partenariat avec le SDA, promeuvent le développement rural, à savoir: i) le Secrétariat d'État du Ceará à la gestion et à la planification, et plus spécialement son Institut de recherche et de stratégie économiques (IPECE); ii) l'Agence du Ceará pour l'assistance technique et la vulgarisation agricole (EMATERCE); iii) le projet São José III, financé par la Banque mondiale; iv) des programmes publics tels que le PRONAF, le PAA, le PNAE et le programme d'assurance des récoltes Safra; v) la Banque du nord-est du Brésil (BNB); et vi) l'Institut national de recherche agronomique brésilien (EMBRAPA).
15. **Responsabilités en matière d'exécution.** Le SDA aura la responsabilité technique et générale de l'exécution du projet. Plus particulièrement, il sera chargé: i) de veiller à ce que les fonds attribués pour l'exécution du projet soient inscrits au budget annuel de l'État; ii) d'assurer la coordination, le cas échéant, avec les institutions gouvernementales au niveau de l'État ainsi qu'au niveau fédéral et municipal; et iii) d'exécuter le projet conformément aux conditions négociées et aux dispositions du manuel d'exécution du projet. Une unité de gestion du projet (UGP) sera établie au sein du SDA et dotée de l'autonomie financière et administrative nécessaire à l'exécution du projet. L'UGP comprendra une équipe centrale basée à Fortaleza (capitale de l'État) et quatre équipes locales hébergées par les bureaux du SDA décentralisés dans la zone du projet. L'équipe centrale aura la responsabilité générale de la gestion technique, opérationnelle, financière et administrative; elle sera directement responsable de la coordination, de la planification, de la liaison avec les institutions, ainsi que de l'analyse technique et du suivi des propositions d'investissement approuvées; et elle guidera les équipes locales à tous les stades de l'exécution du projet.
16. Le SDA est doté d'un comité de gestion stratégique et opérationnelle réunissant les responsables de l'ensemble des domaines thématiques et opérationnels, qui fait office d'organe stratégique de délibération et de décision. Ce comité aura les attributions suivantes relatives au projet: i) assurer la coordination entre le projet et les autres activités exécutées par le SDA, y compris le projet São José III cofinancé par la Banque mondiale; ii) surveiller l'exécution du projet; iii) approuver le manuel d'exécution du projet et les plans annuels de travail; et iv) analyser et commenter les rapports d'activité du projet, les examens à mi-parcours et les rapports annuels d'audit. Il facilitera aussi la coordination avec des programmes tels que le programme Brésil sans misère, le PRONAF et le programme d'assurance des récoltes Safra, ainsi que la conclusion de tout accord nécessaire avec ces programmes.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

17. L'UGP sera responsable du suivi-évaluation (S&E) et nouera un partenariat stratégique avec l'IPECE afin de bénéficier des compétences techniques de cet institut en la matière. L'accord avec l'IPECE portera sur la coopération pour la conception du système de S&E; l'élaboration de questionnaires de terrain; l'exploitation des données; des formations spécifiques; l'établissement de rapports, l'exécution d'études et la fourniture d'informations analytiques. Simple et pratique, le système de S&E optimisera les systèmes existants au Ceará et sera pleinement cohérent avec le système de gestion des résultats et de l'impact du FIDA (SYGRI). Ce sera un important outil de gestion qui facilitera une plus grande responsabilisation du projet et dont le caractère participatif ouvrira la voie à l'implication des bénéficiaires.
18. L'UGP sera également responsable des activités appuyant l'apprentissage, ainsi que la gestion et la diffusion des connaissances acquises dans le cadre du projet. Un processus permanent sera mis en place pour recueillir et diffuser les fruits de

l'expérience et les exemples de réussite, et pour d'autres activités de gestion des savoirs (par exemple, échanges d'apprentissage, visites sur le terrain, séminaires et ateliers). Le projet établira des liens étroits avec les activités du programme de gestion des savoirs dans le nord-est semi-aride du Brésil, financé par le FIDA, et y participera. Sa portée sera ainsi élargie, en ce qui concerne en particulier ses initiatives innovantes.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

19. Le SDA a une grande expérience de l'exécution des projets financés par des institutions financières internationales. Il sera responsable du budget, de la gestion financière, de la passation des marchés et des rapports sur les comptes du projet, conformément à la réglementation nationale et à l'accord conclu avec le FIDA. Les fonds du FIDA seront versés sur un compte désigné ouvert à la banque utilisée par l'État du Ceará pour ses opérations internationales, puis au compte du projet, selon les besoins. À cette fin, les chargés des finances et de l'administration de l'UGP se tiendront en contact avec le Bureau de coordination de la planification et de la gestion, qui est responsable de la gestion financière du SDA.
20. Les mesures suivantes sont prévues pour améliorer les aspects du financement du FIDA relatifs à la gouvernance: i) des audits indépendants seront effectués chaque année dans le respect des normes internationales d'audit et des Directives du FIDA relatives à l'audit des projets; ii) le FIDA supervisera directement le projet et appuiera son exécution; et iii) des mécanismes transparents d'attribution des ressources aux bénéficiaires, y compris des mesures destinées à prévenir le détournement par les élites seront mis en place. Le projet sera soumis à des audits internes du Secrétariat du contrôleur et du commissaire aux plaintes de l'État du Ceará (SECON) et à des audits externes du Bureau d'audit de l'État (TCE).

E. Supervision

21. Le projet sera supervisé directement par le FIDA.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

22. Le coût total du projet, d'une durée de six ans, est estimé à 94,9 millions d'USD, soit l'équivalent de 166,1 millions de reals (BRL), au taux de change de 1 USD = 1,75 BRL, en vigueur au cours de la période durant laquelle le projet a été conçu.
23. Le renforcement des capacités (composante 1) représente 35% (33,1 millions d'USD) du coût total du projet. Cette composante comprend le coût du renforcement des capacités et de la formation pour l'accès aux programmes publics, de l'assistance technique pour l'élaboration des plans d'entreprise et de développement, de la formation des leaders et des producteurs, des mobilisateurs sociaux pour promouvoir les organisations communautaires, de la mise à niveau des qualifications des prestataires d'assistance technique, et de la formation des jeunes à des activités économiques et à l'accès à la terre. La composante 2, relative au développement de la production et à la durabilité environnementale, représente 52% (49,9 millions d'USD) du coût total du projet. Elle financera les investissements individuels et associatifs dans des activités de production présentant des possibilités de développement, qui doivent être réalisés par 20 000 ménages. La gestion du projet, comprenant le financement des dépenses de personnel et des frais de fonctionnement de l'UGP, représente 11% (10,4 millions d'USD) du coût total du projet. Enfin, le S&E représente 2% (1,6 million d'USD) du coût total du projet.

B. Financement du projet

24. Le FIDA financera à partir des ressources de son SAFP quelque 33,7% des dépenses du projet au moyen d'un prêt d'environ 32,0 millions d'USD et financera à partir des ressources du Fonds fiduciaire espagnol environ 8,4% des dépenses du projet sous

forme de prêt, équivalant approximativement à 8,0 millions d'USD. L'État du Ceará fournira un cofinancement de 40,0 millions d'USD (42%); et les bénéficiaires apporteront 14,9 millions d'USD (16%). Le FIDA financera une partie de chaque catégorie et sous-catégorie de dépenses, à l'exclusion de l'achat du matériel et des véhicules, qui sera totalement pris en charge par l'État du Ceará. Le FIDA ne financera pas les impôts et charges, qui seront intégralement réglés par l'État de Ceará. L'apport des bénéficiaires cofinancera les investissements productifs de la composante 2.

25. Le tableau ci-après retrace les dépenses du projet par catégorie de dépenses et par source de financement.

Tableau

Coût total du projet, par catégorie de dépenses et source de financement
(en milliers d'USD)

| Catégorie de dépenses | FIDA | | État du Ceará | | Bénéficiaires | | Total | |
|--|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------|-----------|---------------|------------|
| | Montant | % | Montant | % | Montant | % | Montant | % |
| Composante 1: renforcement des capacités | 20 209 | 61 | 12 855 | 39 | 0 | 0 | 33 063 | 35 |
| Composante 2: développement de la production et durabilité environnementale | 17 465 | 35 | 17 465 | 35 | 14 923 | 30 | 49 853 | 52 |
| Gestion du projet | 2 006 | 19 | 8 400 | 81 | 0 | 0 | 10 406 | 11 |
| • Matériel et véhicules | 0 | 0 | 375 | 100 | 0 | 0 | 375 | 0.4 |
| • Dépenses de personnel | 1 845 | 20 | 7 378 | 80 | 0 | 0 | 9 223 | 9.7 |
| • Frais de fonctionnement | 162 | 20 | 647 | 80 | 0 | 0 | 809 | 0.9 |
| Suivi-évaluation | 320 | 20 | 1 280 | 80 | 0 | 0 | 1 600 | 2 |
| TOTAL | 40 000 | 42 | 40 000 | 42 | 14 923 | 16 | 94 923 | 100 |

C. Résumé des avantages et analyse économique

26. **Principales catégories d'avantages découlant du projet.** Dans le cadre de la composante 1, quelque 60 000 ménages (soit environ 228 000 personnes) bénéficieront des activités de formation et de renforcement des capacités qui leur donneront accès aux programmes de l'État; sur ce nombre, 24 000 ménages bénéficieront aussi des activités d'assistance technique et de mobilisation sociale, et 12 000 autres, de services spécialisés d'assistance technique. En outre, 1 200 ménages de jeunes recevront une assistance technique spécialisée qui leur permettra de créer des activités économiques et d'accéder à la terre. Le projet apportera aussi aux techniciens un soutien et une formation pour mettre à niveau leur capacité à fournir des services d'assistance technique de bonne qualité. Dans le cadre de la composante 2, environ 20 000 ménages bénéficieront directement du financement des investissements et d'une assistance technique pour créer de nouvelles entreprises ou améliorer des entreprises existantes. Dix mille autres ménages bénéficiant déjà d'une assistance technique fournie par le projet auront accès au crédit (octroyé principalement par le PRONAF et relayé par la BNB) pour financer des investissements productifs. Le projet ne financera pas les fonds de roulement, mais l'assistance technique fournie au titre de la composante 1 aidera les producteurs à avoir accès à d'autres sources de financement habilitées à le faire.
27. Les études portant sur la production, l'économie et le financement, entreprises lors de la conception du projet, indiquent que le revenu moyen des ménages bénéficiaires pourrait augmenter de 30% d'ici à la fin du projet. Parmi les autres indicateurs, à l'achèvement du projet également, les biens des ménages se seront accrus de 30%; 70% des bénéficiaires de l'assistance technique et des investissements auront accès aux programmes publics; 80% des entreprises familiales et des plans d'entreprise financés par le projet fonctionneront de façon durable; 70% des investissements productifs totaux réalisés appliqueront des

pratiques agroécologiques; 80% des organisations bénéficiaires auront été renforcées et seront durables; et 50% au moins des bénéficiaires directs sont des femmes ou des jeunes. En conséquence, à la fin du projet, la pauvreté extrême aura reculé de 35% dans la zone du projet, ce qui constitue clairement l'indicateur le plus important des avantages escomptés.

28. **Viabilité économique et financière.** Six modèles représentant les activités agricoles et non agricoles ont été élaborés durant la conception du projet en tenant compte des caractéristiques agroécologiques et du potentiel économique et financier de la zone d'intervention. Le projet devrait avoir un impact considérable sur la productivité et les revenus engendrés par ces systèmes. Ainsi, le taux interne de rentabilité financière est estimé à 35% en moyenne. L'un des indicateurs socioéconomiques clés est l'augmentation du revenu net des ménages, chiffrée en moyenne à 66%.

D. Durabilité

29. Le projet bénéficie d'un cadre institutionnel préexistant et durable dans lequel l'agent d'exécution (SDA) est une institution gouvernementale permanente de l'État du Ceará. La présence, au niveau fédéral et à celui de l'État, de politiques et de programmes publics en faveur des pauvres accroît la probabilité que l'impact du projet soit positif et durable. Les capacités renforcées par la composante 1 du projet resteront après la clôture du projet, contribuant à la durabilité des investissements dans le développement de la production soutenus par le projet. D'autre part, après la clôture du projet, le SDA, divers organismes gouvernementaux, les ONG, les organisations de producteurs et d'autres encore poursuivront l'exécution de la plupart des activités.

E. Identification et atténuation des risques

30. **Principaux risques et mesures d'atténuation.** Le projet est confronté aux risques suivants: i) changement du contexte politique après les élections d'octobre 2014; ce risque est toutefois atténué en raison de la fermeté et de la stabilité relatives du cadre institutionnel, et il sera aussi géré par le FIDA, par une liaison étroite avec les homologues et le suivi des activités du projet; ii) lourdeur et complexité des procédures bureaucratiques, qui ont retardé le démarrage de précédents projets; ce risque sera atténué par la force institutionnelle de l'État du Ceará et l'expérience du FIDA issue de précédents projets; iii) nombre insuffisant de prestataires qualifiés pour assurer les services d'assistance technique nécessaires à la réussite du projet; ce risque sera atténué par le renforcement des compétences des prestataires, qui est l'une des principales activités de la composante 1; iv) volatilité des prix des produits agricoles; ce risque sera atténué par l'amélioration de la qualité et la transformation de la production primaire, permettant aux agriculteurs de faire face aux fluctuations du marché dans de meilleures conditions; et v) effets du changement climatique, compte tenu du fait que le projet sera exécuté dans une région semi-aride sujette à des sécheresses répétées; les principales mesures d'atténuation seront des investissements dans les petits périmètres d'irrigation et la priorité accordée à la gestion durable des ressources naturelles et aux pratiques agroécologiques prévues dans la composante 2.
31. **Classification environnementale.** Les mesures en faveur de l'environnement feront appel à l'agriculture durable, à l'adoption de pratiques agroécologiques éprouvées, et à la gestion des ressources naturelles ainsi que des eaux usées et des déchets. Considéré comme présentant peu de risques pour l'environnement, le projet est classé dans la catégorie B conformément aux procédures d'évaluation environnementale du FIDA.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

32. Les objectifs et l'approche du projet sont conformes aux politiques et au Cadre stratégique du FIDA. Le projet est pleinement cohérent avec le COSOP en cours, étant donné que ses éléments clés sont: i) sa concentration sur les zones semi-arides; ii) un groupe cible composé de producteurs et de travailleurs ruraux, agricoles et extra-agricoles, pauvres, une attention particulière étant accordée aux femmes et aux jeunes; iii) la création d'activités agricoles et extra-agricoles génératrices de revenus et d'emplois; et iv) la gestion des savoirs.

B. Alignement et harmonisation

33. Le projet est conçu pour coordonner ses activités avec plusieurs acteurs principaux du développement opérant actuellement dans l'État du Ceará, à savoir: i) les programmes fédéraux tels que le PRONAF et les programmes d'achats publics tels que le PAA et le PNAE; ii) le SDA, et en particulier sa stratégie telle qu'elle est définie dans le Plan de développement rural solidaire et durable pour 2012-2015; iii) le projet São José III, financé par la Banque mondiale; et iv) la BNB.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

34. L'innovation est un élément essentiel du projet, qui ouvrira de nouvelles voies à la production, à la transformation et à la commercialisation. Le projet identifiera, mettra à l'essai et introduira de nouvelles pratiques innovantes en termes de mise à niveau des systèmes et de diversification des pratiques existantes. Il œuvrera avec les ménages bénéficiaires afin de créer des unités d'apprentissage qui serviront à promouvoir les idées novatrices et la formation à l'innovation et se rapporteront directement aux activités des composantes 1 et 2.
35. En ce qui concerne la reproduction à plus grande échelle, le projet étalera ses interventions dans le temps, et il adaptera et élargira progressivement ses opérations en fonction des résultats obtenus. L'approche du projet pourrait éventuellement être reproduite à plus grande échelle dans d'autres parties du Ceará et dans d'autres États présentant des opportunités et des contraintes analogues. Le projet accordera une attention particulière à la promotion des activités de partage des savoirs avec d'autres projets financés par le FIDA et à la création de synergies avec le programme de gestion des savoirs mis en œuvre par le FIDA dans la zone semi-aride de la région du Nord-Est.
36. Le projet peut aussi être envisagé comme une reproduction à plus grande échelle réussie du projet Dom Hélder Câmara, financé par le FIDA, qui a été exécuté dans six États de la région semi-aride du nord-est du Brésil, y compris le Ceará. La reproduction à plus grande échelle sera particulièrement évidente dans les domaines suivants: i) les activités de renforcement des capacités visant à la fois les communautés et les organisations économiques; ii) la concentration sur les jeunes et la création d'emplois; et iii) l'ouverture de son processus d'exécution, qui fait appel à un large éventail de partenaires extérieurs, tels que les instituts de recherche, les acteurs du secteur privé et les syndicats.

D. Participation à l'élaboration des politiques

37. Le projet participera aux instances de délibération, qui jouent un rôle essentiel dans l'échange de connaissances, le partage de l'expérience et l'encouragement des processus nouveaux. Il établira des relations avec d'autres projets financés par le FIDA au Brésil pour promouvoir un échange permanent sur certains sujets ou méthodologies. Les produits de gestion des savoirs issus du projet nourriront les débats et les activités du programme de gestion des savoirs du FIDA dans la zone semi-aride de la région du Nord-Est.

VI. Instruments juridiques et autorité

38. Un accord de financement entre l'État du Ceará de la République fédérative du Brésil, et le FIDA et un accord de garantie distinct entre la République fédérative du Brésil et le FIDA constituent les instruments juridiques aux termes desquels le prêt du FIDA et celui du Fonds fiduciaire espagnol (le financement) proposés seront consentis à l'emprunteur. Une copie de l'accord de financement et de l'accord de garantie négociés est jointe en annexe.
39. L'État du Ceará de la République fédérative du Brésil, est habilité, en vertu de ses lois, à recevoir ledit financement du FIDA, et la République fédérative du Brésil est habilitée, en vertu de la législation brésilienne, à garantir le financement.
40. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères en matière de prêts.

VII. Recommandation

41. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à l'État du Ceará de la République fédérative du Brésil, un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à 20 624 403 DTS, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à l'État du Ceará de la République fédérative du Brésil, un prêt à des conditions ordinaires d'un montant équivalant à 5 948 482 EUR, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Productive and capacity development in the State of Ceará – Paulo Freire Project"

(Negotiations concluded on 29 August 2012 in Brasilia, Brazil)

IFAD Loan Number: _____
Spanish Trust Fund Loan Number: _____

Project Title: Productive and capacity development in the State of Ceará – Paulo Freire Project (the "Project")

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The State of Ceará (the "Borrower") of the Federative Republic of Brazil

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

WHEREAS the Executive Board of the International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD"), at its 100th Session, approved the establishment of a Spanish Food Security Co-Financing Facility Trust Fund ("the Trust") and further approved that the Trust, acting through IFAD in its capacity as the Trustee of the Trust, enters into a borrowing agreement with the Kingdom of Spain (Spain);

WHEREAS the Trust is an ancillary activity of the Fund as approved by the Executive Board within the framework of Article 7 Section 3 of the Agreement Establishing IFAD; and

WHEREAS Spain and IFAD, in its capacity as the Trustee of the Trust, have signed the Borrowing Agreement on 28 December 2010.

NOW THEREFORE, the parties hereto hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).

2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009 (the "General Conditions") and amended on 17 September 2010, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement, the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.

3. The Fund shall provide a financing to the Borrower (the "Financing"), which consists of a Loan from IFAD in SDR and a Loan from the Trust in EURO, which the Borrower shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions set forth in this Agreement.

4. The Financing is to be guaranteed by the Federative Republic of Brazil (the "Guarantor") on terms and conditions set forth in an agreement, of even date, to be entered into by the Fund and the Federative Republic of Brazil (the "Guarantee Agreement").

Section B

1. The amount of the Financing is composed of:
 - (a) A loan in Special Drawing Rights (SDR) of twenty million six hundred twenty four thousand and four hundred and three SDR (SDR 20 624 403).
 - (b) A loan in Euro of five million nine hundred forty eight thousand and four hundred and eighty two Euros (EURO 5 948 482).
2. The overall Financing (of both loans), in EURO and SDR, is granted on ordinary terms, and shall have a maturity period of eighteen (18) years, including a grace period of three (3) years starting from the date that the Fund has determined that all general conditions precedent to withdrawal have been fulfilled (Section E paragraph 2 below). The Borrower shall repay the principal amount of the Financing in 30 (thirty) equal semi-annual consecutive instalments; the final instalment amount may vary due to rounding.
3.
 - A. The Loan Service Payment Currency for the Loan in SDR shall be USD.
 - B. The Loan Service Payment Currency for the Loan in EURO shall be the EURO.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be January 1st.
5.
 - A. The SDR Loan shall be subject to interest on the principal amount of the Loan outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate in SDR.
 - B. The EURO Loan shall be subject to interest on the principal amount of the Loan outstanding at a rate equal to the IFAD Reference Interest Rate in EURO.
6. Payments of principal and interest shall be payable on each 15 May and 15 November.
7. There shall be a Project Account for the benefit of the Project, where Financing proceeds and counterpart resources shall be allocated, in a Bank acceptable by the Fund.
8. The Borrower shall provide counterpart financing for the Project in the amount of forty million United States Dollars (USD 40 000 000), which shall include the payment of taxes.

Section C

1. The Lead Project Agency of the Project shall be the Secretariat of Agrarian Development (Secretaria de Desenvolvimento Agrário - SDA) of the Borrower.
2. The Project Completion Date shall be the sixth anniversary of the date of entry into force of this Agreement and the Financing Closing Date will be established as specified in the General Conditions.

Section D

The Financing will be administered and the Project will be supervised by the Fund.

Section E

1. The following is designated as an additional ground for the suspension of the right of the Borrower to request withdrawals from the Financing: The Project Implementation Manual (PIM), or any provision thereof, has been waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund and the Fund has determined that such waiver, suspension, termination, amendment or modification has had, or is likely to have, a material adverse effect on the Project, and the Borrower has not taken any measures to remedy the situation.

2. The following are designated as additional (general) conditions precedent to withdrawal:

- (a) the Guarantee Agreement shall have been duly signed, and the signature thereof by the Guarantor shall have been duly authorised by all necessary administrative and governmental action;
- (b) the IFAD no objection to the final version of the PIM shall have been obtained;
- (c) the Project Management Unit (PMU) shall have been established in accordance with the PIM; and
- (d) the IFAD no objection to the appointment of the Project Coordinator shall have been obtained.

3. Any amendment(s) to this Agreement shall only be made by mutual agreement between the Borrower and the Fund, after having obtained the Guarantor's concurrence to such amendment, including the Project Completion Date and the Financing Closing Date.

4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

The President
International Fund for
Agricultural Development
Trustee of the Spanish Food Security
co-Financing Facility Trust Fund
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Borrower:

The Governor of the State of Ceara
Av. Barão de Studart, nº 505
Meireles
Fortaleza – Ceará - Brasil
60.120-000

With copies to:

Secretaria do Desenvolvimento Agrário – SDA
Av. Bezerra de Menezes, nº 1820 – São Gerardo
Fortaleza – Ceará – Brasil
60.325-901

Secretaria da Fazenda – SEFAZ
Av. Alberto Nepomuceno, nº 2 – Centro
Fortaleza – Ceará – Brasil
60.060-430

Secretaria de Assuntos Internacionais – SEAIN
Ministério do Planejamento, Orçamento e Gestão
Esplanada dos Ministérios – Bloco K – 5º andar
70040-906 – Brasília – DF – Brazil

This agreement, dated _____, has been prepared in the English language in six (6) original copies, three (3) for the Fund, two (2) for the Borrower and one (1) for the Guarantor.

STATE OF CEARÁ

(name)
Governor

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT
TRUSTEE OF THE SPANISH FOOD
SECURITY CO-FINANCED

(name)
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. **Project Goal.** The project goal is to reduce poverty and raise the standard of living of family farmers in 31 municipalities, across four territories of the State of Ceará. The development objective of the Paulo Freire project is to help reduce rural poverty in the semi-arid region of Ceará, through the development of human and social capital and sustainable production towards income increase from farm and off-farm sources, with priority focus on young people and women.

2. **Objectives.** The specific objectives of the Project are:

- a. To increase the capacity of the rural population and their community and economic organizations to identify, prioritize and solve their problems, develop leaderships and boost their ability to participate in local decision-making processes.
- b. To support the establishment and strengthening of community and family productive initiatives, increasing their capacity and skills to develop rural businesses and gain access to markets – including institutional markets and to public programmes for family farming.
- c. To foster the development of sustainable production – farm and off-farm – to boost the productivity of communities and households, creating income-earning and job opportunities, while adopting and promoting agro-ecological practices and the sustainable management of natural resources.

3. **Project Area and Target Population.** The project area comprises 31 municipalities located in four territories of the semi-arid region of the State of Ceará: (i) Altaneira, Antonina do Norte, Araripe, Assaré, Campos Sales, Nova Olinda, Potengi, Salitre, Santana do Cariri, Tarrafas (territory of Cariri Oeste); (ii) Aiuaba, Arneiroz, Hidrolândia, Ipu, Ipueiras, Parambu, Pires Ferreira, Quiterianópolis, Tauá (territory of Inhamuns-Crateús); (iii) Coreaú, Frecheirinha, Graça, Massapê, Moraújo, Mucambo, Pacujá, Reriutaba, Senador Sá, Sobral rural and Varjota (territory of Sobral); and (iv) Irauçuba (territory Vales do Curu-Aracatiaçu). The target population will be small-holder family farmers, with or without land, working in the agricultural or non-agricultural sector, with willingness and potential to develop sustainable agricultural practices and rural businesses.

4. **Components.** The project will have two components, one to build the capacity of individuals and local community and economic organizations (Component 1) and another to support productive development and environmental sustainability (Component 2).

Component 1: Capacity development

5. The objective of the Component is to strengthen collective and individual capacities necessary to promote the sustainable development of beneficiary families and communities in the Project area. This Component will also work on enhancing the capacities of technical assistance providers and will implement a specific line of activities on social mobilization, with the purpose of reinforcing the participation of beneficiary families and ensuring the efficiency of the Project. The activities of this Component will revolve mainly around seven interactive lines: (a) capacity building for access to public policies and programmes; (b) strengthening of local initiatives and leadership development; (c) development of capacity for production and management of natural resources; (d) organizational development and training for rural business management

and marketing; (e) training for young people; (f) building the capacity of technical assistance providers; and (g) social mobilization and control.

Component 2: Productive development and environmental sustainability

6. The objective of the Component is to finance beneficiary demand-driven productive development initiatives supporting activities which allow productivity increase and value-addition, therefore resulting in income generation and employment creation of beneficiary households, within the perspective of sustainable use of natural resources. The activities of this Component will generate productive investment and focus on agricultural and non-agricultural businesses. This Component will also comprise issues concerning climate change, desertification and adaptation to semiarid zones with activities focusing on regeneration of degraded land and adoption of agro-ecological practices. In this regard, Component 2 will center on three main lines of actions: a) supporting activities to strengthen production, value-addition and commercialization of agricultural and non-agricultural products; b) providing incentive to innovation initiatives; and c) promoting activities to protect and regenerate the natural resource base.

II. Implementation Arrangements

Lead Project Agency

7. **The Secretariat of Agrarian Development (SDA)** will be the executing agency of the Project. The Project will benefit from the structure and experience of the SDA, particularly in managing and executing projects to combat rural poverty.

8. In its capacity as executing agency, the SDA will bear technical and executive responsibility for implementing the Project. A Project Management Unit (PMU) will be established in SDA, with financial and administrative autonomy to operate the Project, on the same level of seniority as the coordination offices. Since their activities are complementary, the PMU will act in close cooperation with those offices.

9. The SDA will be responsible for: (i) including the funds assigned for project execution in the state's annual budget; (ii) promoting the institutional coordination needed to implement the Project with the federal, state and municipal governments; and (iii) implementing the Project in accordance with the terms negotiated with IFAD and the provisions of the Project Implementation Manual (PIM).

Project Management Unit (PMU)

10. The PMU's organizational structure shall include a central team headquartered in Fortaleza and four local teams that will operate in the SDA's decentralized offices across the Project area. The central team will consist of six senior professionals who will act in the capacities of: general coordinator, manager for the capacity-building component, manager for the productive development and environmental sustainability component, procurement manager, project monitoring manager and financial manager. In order to support the general coordination of the Project and the management team, senior professionals will be recruited with experience in areas pertinent to the Project and technical officers (secondary education) will be recruited and shall undertake administrative tasks.

11. The central team of the PMU will be under the oversight of the Secretary of Agrarian Development and will be answerable for the technical, operational, financial and administrative management of the Project. The central team of the PMU will be responsible for coordination, planning, institutional liaison, technical analysis and

monitoring of approved investment proposals and will guide the local teams in all stages of Project implementation. The PMU will select and contract organizations that are technically and operationally qualified to directly provide the specific services planned in the Project.

Project management entities

12. **SDA's Strategic and Operational Management Committee**, chaired by the secretary of SDA and composed of the deputy and executive secretaries of SDA and the coordinators of SDA. The committee, which operates as a strategic discussion and decision-making forum of the SDA, will have the following responsibilities relating to the Paulo Freire project: (i) approve the annual work plan and budget and facilitate the agreements necessary for its execution and the attainment of the project's objectives; (ii) approve the project implementation manual; (iii) study and comment on the semi-annual and annual project reports; (iv) study and comment on the auditors' annual reports; (v) study and comment on the project's mid-term reviews; and (vi) promote coordination of the Paulo Freire project with the other programmes and projects coordinated by the State.

13. **Local project committees** will be constituted at the mobilization stage with one Committee per territory with the objective of: (i) discussing the situation in the municipalities and communities selected for the Project; (ii) establishing agreement on community priorities; (iii) supporting the preparation and monitoring of the development plans; (iv) providing transparency in the activities of the Project, allowing for social control; and (v) promoting the necessary coordination for implementation of the development plans and approved business plans. The committees will bring together representatives of rural communities selected to participate in the Project, women from each of the communities, young people from each of the communities, economic and community organizations of family farmers (associations, cooperatives), governmental bodies active in the municipalities responsible for rural development programmes and projects, and organizations representing family farmers, non-governmental organizations, technical assistance providers and the local project teams.

Coordination and policy bodies

14. **State Council for Sustainable Rural Development**, chaired by the Secretary of Agrarian Development (SDA) and bringing together institutions from the public and private sectors, farmers' organizations and relevant partners such as the federal Ministry of Agrarian Development, the Banco do Nordeste, Banco do Brasil, Caixa Econômica, the Agricultural Workers' Federation of the State of Ceará (Federação dos Trabalhadores e Trabalhadoras na Agricultura do Estado do Ceará - FETRAECE) and others. The Council shall promote the planning, execution and monitoring of rural development activities in the State of Ceará. The PMU coordination will participate in this Council, which will act for the Paulo Freire Project as a forum for discussion, exchanges and liaison with other state and federal programmes and projects and civil society initiatives, facilitating inter-agency coordination and fortifying the Project's actions.

Strategic Partners in Implementation

15. The Project will coordinate with private and governmental organizations which promote activities in the area of rural development and are partners of SDA. In this regard, in order to implement the Project, SDA will enter into partnerships with institutions and/or service providers that have operational and technical capacity in areas such as technical assistance services, institutional development, mobilization of rural communities and organizations, production and processing, preparation and implementation of business plans, provision of financial and credit services, market development, and other areas related to the Project activities. Furthermore, SDA will

collaborate with institutions responsible for public policies concerning support to family farming and fight against rural poverty, including, amongst others, those focused on public purchases for family farmers and rural financial services.

In addition to these partnerships, SDA will enter into agreements with the Ceará Secretariat of Planning and Management, which is responsible for the budgeting, planning and coordination of government actions, and which shall support the institutional liaison needed to implement the Project and support the monitoring and evaluation of the results envisaged in the logical framework.

Project Implementation Manual

16. The SDA shall execute the Project as provided for in the PIM, which shall provide among other things: (i) detailed procedures regarding formulation and approval of businesses plans; (ii) eligibility criteria; (iii) guidelines for the design of the business plans; (iv) rules for accessing financial support for productive investment; and v) guidance for the implementation of each Component.

Schedule 2

Allocation Table

1. *Allocation of Financing Proceeds.* (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Financing and the allocation of the amounts of the Financing to each Category and the percentages of expenditures for items to be financed in each Category:

| Category | Loan Amount Denominated in SDR | Loan Amount Denominated in EURO | Percentage of Eligible Expenditures to be Financed |
|---|---|--|---|
| I. Capacity Building | 9 384 000 | 2 753 000 | 62 % of the total expenditure |
| II. Productive Development and Environmental Sustainability | 8 110 000 | 2 379 000 | 51 % of the total expenditure |
| III. Project Management | 931 000 | 273 000 | 20 % of the total expenditure |
| IV. Monitoring and Evaluation | 149 000 | 44 000 | 21 % of the total expenditure |
| Unallocated | 2 050 403 | 499 482 | |
| Total | 20 624 403 | 5 948 482 | |

(b) The terms used in the Table above are defined as follows:

I. Capacity building: this category will finance Component 1 activities, including capacity-building, training and technical assistance for small producers, leadership development, community mobilization, qualification of technical assistance providers and the training of young people for economic activities and access to land.

II. Productive Development and Environmental Sustainability: this category will finance Component 2 activities, aimed towards productive investments.

III. Operating Costs: this category will finance the operation of the PMU.

IV. Monitoring and Evaluation: this category will finance the establishment of the project's M&E system, as well as its periodic updating and management.

Negotiated guarantee agreement: "Productive and capacity development in the State of Ceará – Paulo Freire Project"

(Negotiations concluded on 29 August 2012 in Brasilia, Brazil)

IFAD Loan Number: _____

Spanish Trust Fund Loan Number: _____

Project Title: Productive and capacity development in the State of Ceará – Paulo Freire Project (the "Project")

(Projeto de Desenvolvimento Produtivo e de Capacidades/PDPC – Projeto Paulo Freire)

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

and

The Federative Republic of Brazil (the "Guarantor")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively constitute an integral part of this Agreement: this document, the Project Financing Agreement (the "Financing Agreement") of even date herewith between the Fund and The State of Ceará of the Federative Republic of Brazil (the "Borrower"), and the Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, and amended on 17 September 2010 (the "General Conditions"). For the purposes of this Agreement, the terms defined in the General Conditions and the Financing Agreement have the respective meanings set forth therein.

2. By the Financing Agreement, the Fund has agreed to extend to the Borrower a Financing which consists of a SDR loan of twenty million, six hundred twenty four thousand and four hundred and three Special Drawing Rights (SDR 20 624 403) and a EURO loan of five million, nine hundred forty eight thousand and four hundred and eighty two Euros (EURO 5 948 482), on the terms and conditions set forth in the Financing Agreement.

3. The Guarantor, in consideration of the Fund's entering into the Financing Agreement with the Borrower, has agreed so to guarantee such payment obligations of the Borrower, and agrees to remain fully bound until full payment of such obligations. In cases of amendments to the Financing Agreement, the Borrower must obtain the prior approval of the Guarantor to any modification or amendment to the Financing Agreement.

4. The Guarantor hereby unconditionally guarantees, as primary obligor and not as surety merely, the due and punctual payment of the principal of, and the payment of interest and other charges on, the Financing due under the Financing Agreement.

Section B

5. In the event of default by the Borrower, the Fund shall not be required to exhaust its remedies against the Borrower prior to enforcing its rights against the Guarantor.

Section C

6. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Fund:

President
International Fund for Agricultural
Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

For the Guarantor:

The Minister of Finance
Procuradoria-Geral da Fazenda Nacional
Esplanada dos Ministérios, Bloco P, 8 andar
70048-900 Brasília, DF, Brazil

This agreement, dated _____, has been prepared in the (English) language in six (6) original copies, three (3) for the Fund, two (2) for the Borrower and one (1) for the Guarantor.

FEDERATIVE REPUBLIC OF BRAZIL

(name)
Minister of Finance
Procuradoria-Geral da Fazenda Nacional

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

(name)
President

Logical framework

| Results framework | Indicators | Means of verification | Assumptions |
|--|---|--|--|
| <p>GOAL</p> <p>To contribute to the reduction of rural poverty in 31 municipalities in the semi-arid zone in the State of Ceará (CE).</p> | <p>In the project area and at the end of the project:</p> <ul style="list-style-type: none"> • A 35 per cent reduction in extreme poverty by the end of the project, from 43 per cent to 28 per cent (MDG). • 30 per cent increase in the assets of the households benefitted from technical assistance and productive investment (RIMS 3rd level). | <ul style="list-style-type: none"> • Official statistics from IBGE and IPECE • Baseline study (RIMS) • Final evaluation (RIMS) | |
| <p>DEVELOPMENT OBJECTIVE</p> <p>To increase the income and improve the quality of life of the target population through human and social capital development and sustainable productive development, with young people and women as priority targets.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • 60,000 family farmers' households and other small rural producers benefit directly from the project, all of them with training to access to public policies for family farmers and 30,000 with technical assistance and investments. (RIMS 1.8.1, 1.8.2) • 80 per cent of the 30,000 households benefiting from technical assistance and productive investment, increase their average income by at least 30 per cent (baseline). • A minimum of 50 per cent beneficiaries are women or young people. | <ul style="list-style-type: none"> • Baseline study (RIMS) • Final evaluation (RIMS) • Official statistics from IBGE and IPECE • M&E system reports • RIMS reports • Surveys among the target group | <ul style="list-style-type: none"> • National and state public policies to support family farming are maintained. • National and state economic growth continues. • Target markets are stable and able to absorb the additional production. • The Government continues to provide basic and social infrastructure. • The project applies a good targeting system and implements its activities successfully. • Droughts and climate change are managed with adequate adaptation measures. • Access to working capital through credit lines. • Agricultural prices stay favourable for family farmers |
| Component 1 – Capacity building | | | |
| <p>OUTCOME 1</p> <p>The capacity of farming households and other small producers and their community and economic organizations is strengthened .</p> | <p>In the project area and at the end of the project:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 80% of the community and economic organizations have been strengthened and are sustainable (RIMS 2.6.3) • 70% of the beneficiaries of technical assistance and investment access to public policies | <ul style="list-style-type: none"> • Baseline study (RIMS) • Final evaluation (RIMS) • M&E system reports • RIMS reports • Information from statutory documents of beneficiary organizations. • Registers from the beneficiary organizations | <ul style="list-style-type: none"> • Availability of good technical assistance services providers. • Technical assistance respond to market requirements. • Interest, participation and social mobilization of the communities and economic organizations. • Current policies to strengthen governmental technical assistance and extension services remain on-going. |

| | | | |
|--|---|---|--|
| <p>Output 1.1 The project beneficiaries and their organizations receive continuous and specialized technical assistance.</p> <p>Output 1.2 Beneficiary organizations are strengthened in production, management and market access.</p> <p>Output 1.3 Rural young people develop their capacities to become entrepreneurs and to access to land.</p> <p>Output 1.4 Providers of technical assistance are better qualified to deliver good-quality services.</p> | <ul style="list-style-type: none"> • 60,000 households receive training for access to public policies for family farmers • 30,000 households benefit from technical assistance (continuous and/or specialised) • 24,000 rural households receive continuous technical assistance on organizational strengthening, farm and off-farm production, business management and market access (RIMS 1.1.9, 1.6.2) • 12,000 rural households receive specialized technical assistance (6,000 receive also continuous technical assistance), of whom at least 1,200 are young households (RIMS 1.2.2, 1.2.3, 1.2.4) • 1,200 community leaders are trained, of whom at least 50 per cent are women or young people (RIMS 1.6.3) • 600 community and economic organizations are strengthened, with appropriate structures, governance and management systems. (RIMS 1.6.4, 1.6.5) • 600 participatory development plans prepared (RIMS 1.6.7) • 600 business plans are prepared and submitted for consideration and financing by the project and other sources, of which about 500 are for community organizations and 100 for economic organizations. (RIMS 1.4.4, 1.4.5) • 1,200 rural young people receive technical assistance to start up economic activities, out of which 400 to settle as farmers and to apply for access to land. • 300 professionals, technical assistance providers, receive training to improve their services (at least 30 per cent women). (RIMS 1.2.1) | <ul style="list-style-type: none"> • Interviews with beneficiaries about frequency and quality of the technical assistance | |
|--|---|---|--|

| Component 2 – Productive development and environmental sustainability | | | |
|--|--|--|---|
| <p>OUTCOME 2</p> <p>Family farmers and other small producers, become sustainably and rewardingly integrated into value chains and markets.</p> <p>Output 2.1 The project beneficiaries increase their production, productivity, value added, product quality, diversification, innovation and access to irrigation systems.</p> <p>Output 2.2 The project beneficiaries enhance their access to markets, including institutional markets / public purchases, and to public family farming programmes.</p> <p>Output 2.3 Family farmers adopt innovative agro-ecological practices and sustainable production techniques.</p> | <p>In the project area and at the end of the project:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 30,000 households benefit from productive investments, of which: <ul style="list-style-type: none"> • 20,000 households benefit from productive investments funded by the project and at least 80 per cent of them are operational by the end of the project. (RIMS 1.6.8) • 10,000 households access to financing for productive investments from other sources rather than the project. • 500 households obtain investments for small irrigation systems. (RIMS 1.1.5) • At least 30 per cent of associative investments are led by women. (RIMS 1.6.6) • An increase of at least 30 per cent in the production volume in households benefiting from productive investment. (RIMS 2.2.2) • 60 per cent of the products resulting from the productive investments undergo value added processes. • At least a 30 per cent increase in the sales of the beneficiaries as a result of the productive investments. • At least 70 per cent of households benefitting from the investments have access to public programmes such as PRONAF (financing), the Safra crop insurance programme and/or institutional markets/ public purchases (PNAE, PAA, PAA Leite). (RIMS 2.3.2) • 70 per cent of the investments apply agro-ecological practices involving soil conservation or sustainable management of the caatinga biome. (RIMS 2.1.5) • 100 per cent of the processing units adhere to environmental waste management standards. | <ul style="list-style-type: none"> • Baseline study (RIMS) • Final evaluation (RIMS) • M&E system reports • RIMS reports • Official statistics from IBGE and IPECE • Officially registered information from the beneficiary organizations. • Registers of production and sales of beneficiaries • Qualitative studies on the incorporation of new productive technologies and sustainable natural resource management. | <ul style="list-style-type: none"> • The markets are able to absorb increases in production. • The Government provides basic infrastructure for access to markets. • Interest and participation of communities and economic organizations. |